



TELEVISION ET JOURNALISTES (VILLES)

VOUS INSISTEZ TROP SUR LES CASSEURS ET LA VIOLENCE, ALORS QUE DANS LA PLUPART DES ENDROITS CELA SE PASSE PACIFIQUEMENT ET DANS LE RESPECTE (VILLE DE TARBES ET BIEN D'AUTRES .)

- FRAPPER.

- 1- TU NE FRAPPERAS PAS LES JOURNALISTES.**
- 2- TU NE FRAPPERAS PAS LES POMPIERS.**
- 3- TU NE FRAPPERAS PAS LES GILETS JAUNES.**
- 4- TU NE FRAPPERAS PAS LES POLICIERS.**

- JUSTICE POUR TOUS .



**LE PROBLÈME VIENT D'EN HAUT, DU GOUVERNEMENT DE (L'ÉTAT.)
(LE ROI ET LE PEUPLE.)**

**LE PAYS, C'EST LA FRANCE DU HAUT ET DU BAS.
LE PEUPLE.**

**IL N'Y A QUE DES LOIS DEPUIS 1971, DATE DE LA(DETTE) DE LA FRANCE
CRÉÉE PAR LES POLITICIENS.**

AUGMENTATION DEPUIS / TAXES ET IMPÔTS MAL GÉRÉS.

**POUR LES RICHES/ L'ISF ET CAC - 40 (MOI AUSSI J'AURAIS VOULU ÊTRE
RICHE,ÊTRE NE SOUS UNE BONNE ÉTOILES) MAIS QUE ÇA N'EMPÊCHE
PAS LES PERSONNES DU BAS (AVEC LEURS SALAIRES D'ARRIVER A LA
FIN DU MOIS , DE VIVRE DIGNEMENT ET D'ÊTRE RESPECTE.)**

******* POUR LA FRANCE ***** 2019 *****

****** CORDIALEMENT ******

*** ** MR. L. P *****



TRANSITION ÉCOLOGIQUE.

- VERSEMENT DES TAXES LIÉES AUX VÉHICULES EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE .
RECUPERER LES TAXES PERDUES DE LA LOI 2015 ÉCOTAXES (48,8 MILLIONS PAR AN PENDANT 9 ANS) - 2024.

-FISCALITÉ

- ANNULER LA LOI POMPIDOU (EMPRUNTS À LA BANQUE ROTHSCHILD ET SURTOUT INTÉRÊTS) EMPRUNTER DE NOUVEAU A LA BANQUE DE FRANCE A TAUX (0.0.0).
-EN 2017,RÉSERVE D'OR DE LA FRANCE : 2435,9 TONNES D'OR (VENDRE UNE PARTIE DE LA RÉSERVE POUR NE PLUS AVOIR A REMBOURSER LA DETTE OU PARTIE INTÉRÊTS).
-POUR LA C.S.G, LA SUPPRIMER POUR LES RETRAITÉS (IMPÔT JUSTE POUR LES HOMMES POLITIQUES ANCIENNEMENT ÉLUS DEPUIS 1971) ,(SUITE A LA DETTE CRÉÉE).

-FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT.

RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT. (REVOIR LES SALAIRES, LES AVANTAGES EN NATURE).
JUSTIFIER LES DÉPENSES RÉELLES (DÉPUTÉS).
SI PRÊT DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES (SI DÉLOCALISATION REMBOURSEMENT DU PRÊT).
AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT.

-ORGANISATION DE LA DÉMOCRATIE

-OUTILS DE CONTRÔLE DES GOUVERNANTS (BUDGET).
PLUS FORTE CONTRE LA CORRUPTION,LA FRAUDE FISCALE, HOMMES POLITIQUES, BANQUIERS ,GRANDS PATRONS,DÉPUTES.
- VOTE BLANC (SI 50 POUTSANT) VOTE ANNULE, PRIS EN COMPTE.
- REFERENDUM.

***** POUR LA FRANCE.*****

MR. L.P

Je veux comprendre la dette une bonne fois pour toutes !

ECONOMIE

DOTATION D'UN DÉPUTÉ

24 000 € / MOIS

€

12 000 € / AN

FRAIS POSTAUX



4 200 € / AN

TÉLÉPHONIE



2 800 € / AN

TAXI

5 372 € / MOIS

FRAIS DE MANDAT



15 000 €

INFORMATIQUE

9 618 € / MOIS

COLLABORATEURS

7 209 € / MOIS

SALAIRE BRUT

Vous n'y avez jamais rien compris, mais pourtant quand vous entendez les politiques en parler, ça a l'air très très grave et très important. La dette. Ouais la dette. Ce truc incompréhensible qui se compte en milliers de milliards. Son montant en 2016 : 2170,6 milliards ou 2 170 600 000 000 € si vous préférez. Bref, autant d'argent que vous n'aurez jamais dans votre petite vie.

À votre décharge, si vous n'y comprenez rien, c'est aussi parce que vous ne vous sentez pas trop trop concerné : dans la vie de tous les jours, votre banquier à vous ne vous prêtera jamais 2170,6 milliards d'euros. Mais l'État, lui, il est trop fort et il peut.

Alors comment ça se passe ? Accrochez-vous, vous allez enfin comprendre la dette, et vous ne serez plus jamais le teubé de service en économie.

Pourquoi on est endetté comme des porcs depuis les années 70' ?

Pour comprendre la dette, il faut savoir d'où elle vient, et où est-ce que ça a coincé dans l'histoire pour qu'on en soit arrivé là.

Alors c'est simple : d'abord, nous vivons à crédit depuis plus de 40 ans. Mais avant, c'était un peu plus cool à gérer. Avant 1973, lorsque les pays européens avaient besoin d'argent (par exemple pour assurer l'éducation, la défense, la santé, etc.) ils empruntaient de l'argent à leurs propres Banques (les Banques Centrales, la Banque de France quoi). Cet argent était emprunté à **taux zéro** (c'est-à-dire, sans intérêt).

Mais en janvier 1973, un mec (Pompidou, ancien gouverneur de la banque Rothschild) a décidé de réformer tout ça. Comme il se kififait un peu (normal, il était aussi Président), il a créé la loi Pompidou qui interdit à la Banque de France de faire crédit à l'État.

CONCLUSION

A l'issue de cet exposé, on peut donc répondre à la question qui avait été posée dans l'introduction : *Pourquoi l'emprunt constitue-t-il, aujourd'hui, le mode de financement privilégié de l'Etat ?*

L'emprunt est donc le mode de financement privilégié de l'Etat car le recours à ce procédé est aujourd'hui nettement justifié, à la fois d'un point de vue purement économique, mais aussi politique. L'emprunt est nécessaire, à la fois pour subvenir aux besoins de l'Etat auxquels l'impôt ne permet pas de répondre, mais aussi pour réaliser des dépenses d'investissement, indispensables au développement de l'Etat et de ses démembrements. Le mécanisme de l'emprunt est un procédé très complexe et très méconnu. D'ailleurs, la nature juridique du contrat d'emprunt est encore très débattue dans la doctrine. Le Trésor a un rôle central dans ce mécanisme, car il est chargé de la gestion de la dette et de son remboursement. L'emprunt est également un mode de financement privilégié de l'Etat, car il offre certaines garanties, permettant la saine gestion des finances publiques.

En effet, c'est un mécanisme, contrairement à ce que l'on pense souvent, qui est assez sécurisé et surveillé par de nombreux acteurs. Mais, c'est un mécanisme avantageux pour l'Etat, car, juridiquement, rien ne l'oblige à rembourser ses dettes : ce n'est qu'un enjeu idéologique. Il s'agirait donc d'un moyen de se procurer des crédits sans contrepartie. C'est aussi un mécanisme plus avantageux que l'autre source des finances publiques : l'impôt. En effet, c'est d'abord un mécanisme beaucoup plus souple, qui offre plus de liberté à l'Etat grâce au régime juridique du contrat d'emprunt.

Enfin, on pourrait pousser l'exercice en imaginant, dans un premier temps, un état qui n'aurait recours qu'à l'impôt. Ce gouvernement devrait assumer les conséquences de ce choix sur sa popularité qui en serait impactée. Il devrait aussi assumer l'impact sur l'augmentation du montant de l'impôt, ce qui aurait un fort impact sur le pouvoir d'achat et l'opinion des citoyens. Pour pouvoir se passer de l'emprunt, le montant de l'impôt nécessaire serait insupportable et la richesse de la France n'y suffirait pas. Cette hypothèse semble donc difficile à mettre en œuvre.

Dans un second temps, on pourrait imaginer un état qui n'aurait recours qu'à l'emprunt. Ce choix aurait un impact sur la dette et ses remboursements. Au niveau temporel, ce choix impacterait les générations futures sur de nombreuses années. Cet état serait en position fragile car en dépendance aux taux d'intérêts, aux spéculateurs, aux agences de notation, au monde financier avec un risque important de faillite et des troubles inhérents...

Cette seconde hypothèse est également irréaliste car beaucoup trop risquée.

On peut donc constater que l'impôt et l'emprunt sont deux outils complémentaires. Ils constituent deux leviers de la politique en matière de finances publiques où l'exercice consiste à trouver la juste proportion, le bon dosage, entre l'impôt et l'emprunt. Au regard des montants qui parlent d'eux-mêmes, on voit bien que ces deux sources financières ne financent pas les mêmes choses. Les échéances et les risques ne sont pas les mêmes ce qui plaide en faveur de cette complémentarité.

Enfin, dans certaines circonstances, comme très récemment, il s'avère qu'emprunter de l'argent à des taux très bas, voir négatifs, peut paradoxalement faire gagner de l'argent à un état. Dans ce contexte très particulier, le levier « emprunt » peut donc être plus intéressant que celui de l'impôt. Dans d'autres circonstances, cela peut-être le contraire.

Source : journaux télévision 2018

CSG : 120 milliards

TVA : 150 milliards

Impôts sur le revenu : 70 milliards

Bénéfices des autoroutes : 2,8 milliards

Voitures : 63 milliards

coût des intérêts de la dette de la France :

130 milliards .

QUELQUES MESURES CONCRÈTES POUR SORTIR DU CAPITALISME

- UN REVENU DE BASE SANS CONTREPARTIE, POUR LE RESPECT DE TOUTE VIE HUMAINE.

- TAXES SUR L'ÉVASION FISCALE, LES TRAJETS EN AVION, LES GROS VÉHICULES POLLUANTS, LES RÉSIDENCES SECONDAIRES... BREF TAXER TOUS CEUX QUI ONT TROP !

- ABOLITION DES PRIVILÈGES EN TOUT GENRE, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS.

- ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, LUTTE CONTRE LA POLLUTION NOCTURNE, FIN DES PESTICIDES, DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN (TRAINS, TRAMS, VÉLOS...), PIÉTONISATION DES CENTRE-VILLE...

- AIDES AU DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT, DES PETITES PRODUCTIONS, DES PETITS COMMERCE DE PROXIMITÉ AU LIEU DE LES DISTRIBUER AUX GRANDES ENTREPRISES DESTRUCTRICES DE L'ENVIRONNEMENT.

- GESTION COMMUNALE POUR UNE MAJORITÉ DE DÉCISIONS, SIMPLIFICATION DES APPAREILS ÉTATIQUES (GOUVERNEMENT, ADMINISTRATIONS NUISIBLES).